

Macron, candidat anti système !!!

Il serait sorti de nulle part et pour beaucoup, il serait le candidat anti système, porteur du renouveau et d'une parole rafraichissante.

Sorti de nulle part, parlons- en. En fait, pas tout à fait de nulle part, car sorti de l'Ena, vous savez cette école, sensée préparer les cadres supérieurs de l'administration de notre pays mais qui, en fait, prépare des ambitieux à diriger les partis politiques porteurs de la pensée unique de gestion du capitalisme.

Ils apprennent vite à lire le bas du bilan à partir de la même règle à calcul : combien coûte le travail et combien rapporte le capital ? L'Adn qui leur est administré leur interdit d'imaginer l'inverse : combien rapporte le travail et combien coûte le capital. ?

Ils dérivent vite vers un choix politique porteur, ou vers les salons dorés et feutrés des directions générales des grandes entreprises, sans passer par la case emploi et jamais par la case Pôle emploi, ni pour eux, ni pour leurs proches. Vous avez dit : Liberté, Egalité, Fraternité.

Candidat anti système sorti de nulle part, non pas tout à fait car dès 2007, il est rapporteur de la commission Attali, mise en place par Sarkozy.

Candidat anti système sorti de nulle part, non pas tout à fait car sorti de la Banque Rothschild, haut-lieu de la finance et du monde des affaires. En fait, nous ne saurons jamais si un beau jour de mai 2012, c'est Rothschild, qui a servi Macron sur un plateau à Hollande ou si c'est Hollande qui est allé se servir chez Rothschild, pour en faire, d'abord le secrétaire général adjoint de l'Elysée, puis en 2014, son ministre de l'économie, futur utilisateur du 49-3.

Candidat anti système sorti de nulle part, enfin presque, car, tel un chouchou du patronat, il fait la une des titres de presse unanimes dont 90 % appartiennent à une panoplie de 9 milliardaires. Les capitaines du capitalisme industriel, détenant les médias ont désigné leur candidat, issu du capitalisme financier. Ils sont fidèles à leur stratégie : **avoir deux fers au feu** pour maintenir leur domination et au moment décisif, **en privilégier un en sacrifiant l'autre.**

« Il vaut mieux être du côté du manche ». Cela semble être le chemin choisi par beaucoup de dirigeants et d'élus politiques de gauche comme de droite, ou ni gauche ni droite, autant de gauche que de droite.

Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent.



Collectif des communistes du Canton de la Presqu'île

Carbon-blanc

Février 2017

Prendre sa vie en main, par l'action et le bulletin

A deux mois de l'élection présidentielle, les jeux ne sont pas faits. C'est aux électeurs d'écrire l'histoire. Ils ont leur mot à dire et peuvent déjouer tous les scénarios mis en place.

L'avenir et le progrès ne sont pas du côté des sortants du quinquennat, ni chez les revanchards de droite, extrême ou non.

Rien n'est donc joué, mais rien n'est gagné. La victoire d'une politique de gauche reste à construire. **C'est ce à quoi les communistes veulent contribuer.**

Après des débats passionnés, les communistes ont voté et décidé :

- ♦ De s'engager aux présidentielles **en appelant à voter pour Jean-Luc Mélenchon** car son programme porte une grande partie des propositions de gauche alternative à l'austérité,
- ♦ De mener une campagne autonome, critique et constructive,
- ♦ De présenter ou de soutenir partout en France leurs candidat-es-s aux élections législatives.

Ils appellent à amplifier la campagne contre la droite et l'extrême droite.

Ils appellent à amplifier la campagne pour démasquer Macron, dont le projet libéral a aujourd'hui le large soutien des milieux d'affaires et des banques.

Ils appellent à amplifier la campagne de rassemblement engagée par les communistes autour des propositions de « La France en commun », dans l'élection présidentielle et dans toutes les circonscriptions en vue des élections législatives.

Il ne faut pas oublier ou ignorer qu'avec notre Constitution telle qu'elle est, c'est le Parlement qui vote la loi, pas le Président, d'où

(Suite page 2)

(suite de la page 1) l'importance de ne pas avoir une chambre « aux ordres ».

Les élections législatives sont plus que jamais une étape essentielle pour construire **une majorité qui vote des lois, au nom et en faveur du peuple !**

Nous n'avons pas besoin de député-e-s fillonistes qui sacrifieraient la Sécurité sociale, de député-e-s macronistes qui voteraient une nouvelle loi d'ubérisation du travail, de député-e-s lepénistes qui fouleraient aux pieds les valeurs de la République. Nous n'avons pas besoin de député-e-s socialistes, adeptes du 49-3, qui feraient passer des textes indignes de la gauche.

Nous avons besoin de député-e-s communistes-Front de gauche, décidé-e-s à **combattre le pouvoir de la finance et à écrire des lois d'intérêt général et d'émancipation humaine.**

Berivan Bal, 27 ans, est assistante administrative et co-présidente du Centre culturel des Alevs de Gironde



Je m'engage dans cette campagne avec les communistes car elle construit l'espoir d'une société plus juste. Unis et déterminés, nous devons combattre ces politiques de « chaos ». Nous pouvons choisir notre avenir et non le subir. Au niveau de notre circonscription, notre diversité sera notre force. Les problèmes de transport, de chômage, de société seront au cœur de nos objectifs...

Christophe Bagilet, 44 ans, est gérant adjoint, responsable des achats dans un restaurant collectif associatif, conseiller municipal délégué à Floirac, syndicaliste

Je suis candidat pour que notre circonscription dispose du véritable député de gauche défendant les intérêts du peuple et non pas ceux de la finance. J'inscris mon engagement dans l'action populaire du PCF...Il est nécessaire que cette voix soit présente à l'Assemblée nationale...L'Humain d'abord doit être notre leitmotiv et notre façon de penser au cours de cette législature.



Activité des parlementaires communistes

CETA, le Parlement doit être consulté - vendredi, 3 février 2017

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de résolution européenne portant sur le traité de libre-échange signé entre l'Union européenne et le Canada (CETA) présentée par les député-e-s Pcf/Front de gauche.

Le texte prévoit de **consulter en urgence le Parlement** avant la mise en œuvre provisoire du CETA (prévue le 1er mars) et de soumettre sa ratification à la volonté populaire via **l'organisation d'un référendum.**

Egalité professionnelle femmes et hommes - vendredi, 3 février 2017

L'Assemblée nationale a adopté une partie de la proposition de loi déposée par les député-e-s Pcf/Front de gauche conduisant à l'allongement de la durée du congé maternité de 16 à 18 semaines et le relèvement du congé paternité de 11 à 14 jours.

Au-delà des discours, ce sont bien les actes qui permettront aux femmes d'avoir de nouveaux droits sur lesquels s'appuyer pour voir leur situation avancer.

Revalorisation des retraites agricoles - jeudi, 2 février 2017

L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la proposition de loi des députés Pcf/Front de gauche visant à assurer la revalorisation des retraites agricoles à 85% du smic net au 1er janvier 2018, au lieu des 75 % prévus par le droit actuel. Cette mesure répond à une revendication forte des associations de retraités et des syndicats agricoles.

La seconde mesure est consacré à la revalorisation des pensions de retraites aux salariés agricoles des territoires d'outre-mer.

Signal fort vers une COP fiscale et financière - jeudi, 2 février 2017

L'Assemblée nationale a adopté à une très large majorité la proposition de résolution des députés Pcf/Front de gauche appelant le Gouvernement français à être à l'initiative d'une «Conférence de la finance mondiale, l'harmonisation et la justice fiscale». Au Gouvernement de prendre ses responsabilités pour porter cette décision aux Nations Unies, conformément à la demande de la représentation nationale.